



ACCORD-CADRE DE SERVICES N°SIR-2025-0259

Agence Française de Développement
5 Rue Roland BARTHES
75012 PARIS

OBJET : Rédaction des comptes-rendus des instances de décision

Cahier des Clauses Administratives Particulières

Sommaire

1. Préambule	4
1.1 Présentation de l'AFD	4
1.2 Définitions	4
2. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales	5
2.1 Objet de l'accord-cadre	5
2.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande	6
2.3 Conditions de passation des bons de commande	6
2.4 Durée de l'accord-cadre	6
2.5 Sous-traitance	6
3. Pièces constitutives de l'accord-cadre	7
4. Conditions d'exécution des prestations	7
4.1 Personnel affecté à la mission.....	7
4.2 Spécifications techniques RSE et exécution du Contrat	8
4.3 Sûreté	9
4.4 Suspension pour motif de sûreté.....	10
5. Prix – Variation du prix	10
5.1 Contenu des prix.....	10
5.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre.....	11
5.3 Variation du prix	11
6. Retenue de garantie.....	11
7. Avance	11
8. Règlement des comptes au titulaire.....	11
8.1 Modalités de règlement du prix	11
8.2 Règlements en cas de cotraitants solidaires	12
8.3 Délais de paiement	12
8.4 TVA.....	12
8.5 Intérêts moratoires	13
9. Constatation de l'exécution des prestations.....	13
9.1 Opérations de vérification et décisions.....	13
10. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats	13
10.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards	13

10.2	Régime des résultats	13
11.	Pénalités	14
11.1	Modalités d'application des pénalités	14
11.2	Pénalités de retard dans l'exécution des prestations.....	15
11.3	Autres pénalités	15
12.	Clauses complémentaires.....	16
12.1	Redressement ou liquidation judiciaire.....	16
12.2	Déclaration et obligations du prestataire	16
12.3	Obligations de l'AFD	21
12.4	Divers	21
13.	Assurances	22
14.	Différends	22
15.	Dispositions en cas d'intervenants étrangers.....	22
16.	Audit.....	22
17.	Réversibilité	23
18.	Résiliation de l'accord-cadre	25
18.1	Résiliation pour faute	25
18.2	Résiliation pour motif d'intérêt général	26
19.	Dérogations aux documents généraux.....	26
20.	Annexe - Sécurité.....	27
21.	Annexe - RGPD	33

1. Préambule

1.1 Présentation de l'AFD

L'Agence Française de Développement est un Etablissement Public Industriel et Commercial relevant de la loi bancaire, en tant que société de financement.

Elle est chargée, dans le cadre du dispositif d'aide au développement, de financer, par des prêts à longs termes et/ou des subventions, le développement économique et social de près de 80 pays en voie de développement et des Collectivités d'Outre-mer.

Elle s'est dotée d'une charte éthique consultable sur son site : www.afd.fr

Dans le cadre de l'accord-cadre, l'AFD confie au Prestataire, qui l'accepte, la réalisation de l'accord-cadre. Le présent CCAP a pour objet de préciser les conditions dans lesquelles le Prestataire sera amené à fournir ces prestations à l'AFD.

Par ailleurs, afin de promouvoir un développement durable, les Parties ont chacune admis la nécessité d'encourager le respect de normes environnementales et sociales reconnues par la communauté internationale parmi lesquelles figurent les conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et les conventions internationales pour la protection de l'environnement.

1.2 Définitions

Actes de Corruption :

Désigne les infractions visées par les articles 432-11, 433-1, 445-1 et 445-2 du Code pénal.

Acte de Fraude :

Désigne toute manœuvre déloyale (action ou omission), qu'elle soit ou non pénalement incriminée, destinée à tromper délibérément autrui, à lui dissimuler intentionnellement des éléments ou à surprendre ou vicier son consentement, contourner des obligations légales ou réglementaires et/ou violer des règles internes afin d'obtenir un bénéfice illégitime.

Données à caractère personnel:

Désigne toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable.

Entente :

Désigne les actions concertées, conventions, ententes expresses ou tacites ou coalitions, y compris par l'intermédiaire direct ou indirect d'une société du groupe implantée dans un quelconque pays au sens notamment de l'article 420-1 du Code de commerce, lorsqu'elles ont pour objet ou peuvent avoir pour effet d'empêcher, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence sur un marché, notamment lorsqu'elles tendent à :

- Limiter l'accès au marché ou le libre exercice de la concurrence par d'autres entreprises ;
- Faire obstacle à la fixation des prix par le libre jeu du marché en favorisant artificiellement leur hausse ou leur baisse ;
- Limiter ou contrôler la production, les débouchés, les investissements ou le progrès technique ;
- Répartir les marchés ou les sources d'approvisionnement.

Informations Confidentielles :

Désigne :

- Toutes informations, correspondances (écrites, électroniques, orales), données, documents de toute nature et quelle que soit leur forme ou leur support, y compris, sans que cela soit limitatif, tout écrit, note, rapport, document, étude, analyse dessin, lettre, listing, logiciel ou contenu des données stockées sur une clé USB, spécifications, chiffre, graphique, communiqués par l'AFD au Prestataire dans le cadre du Contrat ;
- Le Contrat (y compris toute information obtenue à l'occasion de sa négociation et/ou de son exécution) et plus généralement toute information ou document que le Prestataire pourrait avoir obtenus, directement ou indirectement, par écrit ou par tout autre moyen, de l'AFD pour les besoins ou à l'occasion du Contrat, incluant sans limitation toutes informations techniques, commerciales, stratégiques ou financières, études, spécifications, logiciels, produits ;
- La Prestation (y compris les rapports, travaux, études, réalisés au titre de la Prestation) et toute information y relative.

Personnel :

Désigne le personnel du Prestataire affecté par ce dernier à la réalisation de la Prestation

Prestation :

Désigne l'ensemble des tâches, activités, services, livrables et prestations devant être réalisés par le Prestataire en vertu du Contrat

Prestations de Services Essentielles Externalisées :

L'arrêté du 3 novembre 2014 (articles 10q, 231 et suivants et 253) et le Code Monétaire et Financier définit, les prestations de service essentielles externalisées comme suit :

- Les opérations de banque, l'émission et la gestion de monnaie électronique, les services de paiement et les services d'investissement, pour lesquels l'entreprise assujettie a été agréée ;
- Les opérations connexes ;
- Les prestations participant directement à l'exécution des opérations ou des services mentionnés ci-avant ;
- Toute prestation de services lorsqu'une anomalie ou une défaillance dans son exercice est susceptible de nuire sérieusement à la capacité de l'entreprise assujettie de se conformer en permanence aux conditions et obligations de son agrément et à celles relatives à l'exercice de son activité, à ses performances financières ou à la continuité de ses services et activités.

2. Objet de l'accord-cadre – Dispositions générales

2.1 Objet de l'accord-cadre

L'accord-cadre porte sur la participation aux réunions des instances pour l'enregistrement des débats et la prise de notes, la rédaction des verbatim et des comptes rendus de ces réunions.

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont définies dans le CCTP.

Lieu(x) d'exécution : Paris.

Le Prestataire s'engage à faire respecter par son personnel toutes les consignes et la réglementation en vigueur à l'AFD (sécurité, protection des logiciels, règlement intérieur) et notamment la charte relative à l'utilisation des outils informatiques et de communication électronique qui est à sa disposition sur le site intranet de l'AFD.

2.2 Fractionnement de l'accord-cadre en bons de commande

Les prestations du présent accord-cadre font l'objet d'un fractionnement à bons de commande conclu avec un seul opérateur économique au sens des articles R. 2162-1 à R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique.

2.3 Conditions de passation des bons de commande

Chaque bon de commande précisera :

- Le contenu et les quantités des prestations à réaliser
- Le montant du bon de commande
- La référence de l'accord-cadre
- S'il y a lieu :
 - Les prix unitaires/forfaitaires des prestations à réaliser
 - Les conditions particulières d'exécution
 - Les conditions particulières de livraison et d'admission
 - Les délais de livraison
 - Le lieu de livraison
 - Les documents à fournir à la livraison

Chaque bon de commande sera notifié au prestataire dans les conditions définies à l'article *Forme des notifications et informations au titulaire* ci-dessous et à l'article 3.7 du CCAG FCS.

Les commandes successives seront adressées sous forme de bons de commande communiquées par mail à l'adresse du titulaire.

2.4 Durée de l'accord-cadre

La durée de l'accord-cadre est définie à l'article *Durée de l'accord-cadre* de l'acte d'engagement.

Conformément à l'article 13.1.1 du CCAG FCS, la durée de l'accord-cadre part de la date de sa notification.

Conformément à l'article 13.1.2 du CCAG FCS, le délai d'exécution de chaque bon de commande part de la date de sa notification sauf si le bon de commande prévoit une date différente.

2.5 Sous-traitance

Le Prestataire pourra sous-traiter une partie de la Prestation sous sa seule responsabilité, sous réserve d'obtenir l'accord préalable écrit de l'AFD dans les conditions suivantes :

- Notification à l'AFD par le Prestataire de son intention de sous-traiter une partie de la Prestation faisant l'objet du Contrat, en indiquant les références du ou des sous-traitants envisagés, une description précise de la partie de la Prestation sous-traitée, son montant, et les conditions de paiement prévues ;
- L'AFD disposera d'un délai de quinze (15) jours ouvrés suivant la réception de la notification pour signifier au Prestataire par écrit, son acceptation ou son refus ;
- En cas d'acceptation, le Prestataire communiquera dès que possible à l'AFD copie du ou des contrats de sous-traitance correspondants.

3. Pièces constitutives de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG, les pièces contractuelles prévalent dans l'ordre ci-après :

- L'acte d'engagement et ses éventuelles annexes financières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi, à l'exception des annexes qui seraient expressément identifiées comme n'ayant pas valeur contractuelle, dans leur version résultant des dernières modifications éventuelles.
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses éventuelles annexes, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'acheteur fait seul foi.

L'acte d'engagement, le CCAP et le CCTP prévalent sur leurs annexes en cas de contradiction avec celles-ci et chaque annexe prévaut sur les autres en fonction de leur rang dans la liste des annexes propres à chaque document.

- Le Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (publié au JORF n°0078 du 1^{er} avril 2021).
- L'offre technique du titulaire.
- Le bordereau des prix unitaires (BPU) du titulaire.
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

4. Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché.

Le pouvoir adjudicateur mettra à la disposition du titulaire les documents en sa possession nécessaires à la réalisation des prestations et facilitera en tant que de besoin l'obtention auprès des autres organismes compétents des informations et renseignements dont le titulaire pourra avoir besoin.

Le Prestataire devra apporter, dans le cadre de l'exécution du Contrat, tout son savoir-faire et ses compétences pour la réalisation de la Prestation. Il apportera toute la logistique et le matériel nécessaires à la bonne exécution de la Prestation.

Le Prestataire devra exécuter la Prestation de manière professionnelle et conforme aux règles de l'art.

4.1 Personnel affecté à la mission

Le Prestataire affectera le Personnel adéquat pour effectuer les différentes missions nécessaires à la bonne réalisation de la Prestation. Le Prestataire devra communiquer les noms et les qualifications professionnelles des personnes qui seront chargées de l'exécution des prestations.

Le Prestataire pourra procéder au remplacement d'un ou plusieurs membre(s) du Personnel en cas

de défaillance dudit (desdits) membre(s) à la condition que (i) les qualifications de la (ou des) personne(s) proposée(s) pour le remplacement soient équivalentes ou supérieures à celles de la (ou des) personne(s) à remplacer, (ii) que ce remplacement n'entraîne aucun retard pour l'AFD au regard du calendrier d'exécution de la Prestation, et (iii) d'avoir obtenu l'accord préalable et écrit de l'AFD sur la ou les personne(s) proposée(s). Le remplacement devra alors se faire immédiatement. Le Prestataire supportera la charge de tous les frais y associés.

Le Personnel interviendra sous l'encadrement, la responsabilité juridique, hiérarchique et disciplinaire du Prestataire. Le Prestataire s'engage en conséquence à effectuer toutes les formalités applicables au regard de la réglementation en vigueur à la charge de l'employeur concernant notamment le droit du travail, la couverture sociale et les obligations fiscales. Le Personnel relèvera en toutes circonstances de la seule autorité du Prestataire et répondra de son activité exclusivement et directement auprès de ce dernier.

Le Prestataire s'engage à faire le nécessaire pour que le Personnel soit apte à accomplir sa mission tant en France que dans le pays du déroulement de la mission. Il devra notamment effectuer les formalités relatives à la situation administrative du Personnel, obtenir les visas et tout document nécessaire au regard de la réglementation locale. Le Prestataire s'engage également à (i) avoir pris toutes les dispositions nécessaires (assurances, mutuelles...) pour assister le Personnel en cas de difficulté survenant localement, telles que, à titre d'exemple, une évacuation pour raison sanitaire ou politique et à (ii) apporter toute assistance technique dont le Personnel pourrait avoir besoin dans le cadre de sa mission.

4.2 Spécifications techniques RSE et exécution du Contrat

4.2.1 Réduction des émissions carbone et des consommations d'énergie

Dans le cadre de l'exécution du présent contrat, le titulaire a l'obligation de mettre en place une ou des actions de réduction des émissions carbone et de réduction des consommations d'énergie applicables à l'objet du contrat. Il doit pouvoir calculer les émissions carbone de l'achat ou être en mesure de fournir un ou plusieurs indicateurs relatifs aux consommations d'énergie de l'achat. La méthodologie de calcul des émissions carbone devra être décrite.

S'agissant des déplacements professionnels, le titulaire est invité à avoir une approche pour diminuer les émissions des déplacements (règles applicables aux déplacements, choix de modes de transport plus faiblement émetteurs de carbone lorsque c'est possible etc.).

Le titulaire décrit dans le mémoire technique, tel qu'indiqué dans le règlement de la consultation, comment il met en œuvre ces exigences dans le cadre du contrat : actions mises en place et indicateur(s) de suivi des actions.

Le titulaire fournit toute documentation contribuant à justifier ce qu'il met en œuvre. (1/2 à 1 page maximum)

Le Titulaire devra communiquer, sur demande du Pouvoir Adjudicateur, à la fin de chaque année civile et à la fin du contrat, le résultat de l'/des action(s) mise(s) en place, y-compris le cas échéant les émissions carbone de l'achat et/ou les autres indicateurs de consommation d'énergie. Le titulaire fournira les documents de preuve éventuels.

4.2.2 Actions en faveur de l'égalité professionnelle Femme/Homme

Le titulaire mettra en place une ou des actions pour l'égalité professionnelle femmes-hommes applicable à l'objet du contrat.

Le titulaire décrit dans son mémoire technique la/les actions favorisant l'atteinte de l'égalité professionnelle femmes hommes au sein de ses personnels mobilisés dans le cadre du contrat, ainsi que le cas échéant le ou les indicateurs associés.

Le titulaire devra préciser pour chaque action :

- A quel levier elle se rapporte parmi les suivants : recrutement, égalité salariale/rémunération, formation, conditions de travail, articulation vie professionnelle et vie personnelle, représentation équilibrée des femmes et des hommes dans les postes d'encadrement et de direction ;
- Le ou les indicateurs associés le cas échéant. (1/2 à 1 page maximum)

Le Titulaire devra communiquer, sur demande du Pouvoir Adjudicateur, à la fin de chaque année civile et à la fin du contrat, le résultat de l'/des action(s) mise(s) en place, y-compris le cas les indicateurs associés.

4.3 Sûreté

Le Prestataire s'engage à respecter toutes les lois et réglementations applicables en matière de sûreté, et à prendre les mesures qui lui incombent pour assurer la sûreté de son personnel, dont il est le seul responsable.

L'AFD n'est pas responsable de la sûreté des personnes physiques ou du personnel des personnes morales auxquelles le Prestataire confierait ou déléguerait, de quelque manière que ce soit, tout ou partie de la réalisation de la/les Prestation(s).

Le Prestataire est seul responsable de la sécurité des personnes physiques ou du personnel des personnes morales auxquelles il confierait ou déléguerait, de quelque manière que ce soit, tout ou partie de la réalisation des Prestations. L'Agence n'est pas responsable des procédures de sécurité et de la gestion de la sécurité de ces personnes et de leur personnel.

Pendant toute la durée de la réalisation de la/les Prestation(s), et notamment préalablement à tout déplacement de son personnel, le Prestataire s'engage à s'informer auprès de(s) l'Ambassade(s) de France du/des pays concerné(s) ⁽¹⁾ sur les risques sécuritaires encourus et à faire bon usage des conseils délivrés par ses/leurs services. Il s'engage à faire en sorte que les personnes physiques ou morales intervenant pour son compte dans le cadre de la réalisation de la/les Prestation(s) respectent cette obligation.

Lorsque la/les zone(s) de mise en œuvre de la Prestation devient/deviennent l'objet d'une classification en zone orange ou rouge par le Ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères au cours de l'exécution du marché, le Prestataire s'engage à suspendre ses activités dans la/les zone(s) concernée(s) et à transmettre sa documentation sûreté à un organisme externe spécialisé, désigné et financé par l'AFD.

L'organisme externe spécialisé effectuera une revue de celle-ci et transmettra ses recommandations au seul Prestataire, lequel décidera des suites à y donner sous sa seule responsabilité. L'organisme externe spécialisé adressera à l'AFD une attestation établie par ses soins certifiant de la revue de la documentation transmise. Une nouvelle intervention dans la/les zone(s) concernée(s) ne pourra être organisée avant la réception de cette attestation par l'AFD.

Le Prestataire est seul responsable de la décision d'annuler ou de maintenir les déplacements envisagés.

(1) Si le Prestataire est de nationalité française. Si tel n'est pas le cas, supprimer « de(s) l'Ambassade(s) de France du/des pays concerné(s) » et ajouter « des autorités consulaires ou locales compétentes au regard de sa nationalité du/des pays concernés.

4.4 Suspension pour motif de sûreté

En cas de risque d'atteinte grave et imminente à l'intégrité physique de son personnel et de toute personne intervenant pour son compte, le Prestataire peut décider, sans notification préalable, de les démobiliser de la zone d'exécution du présent marché et/ou de la zone dangereuse, et pourra suspendre immédiatement tout ou partie de l'exécution du présent marché.

Le Prestataire en informera sans délai l'AFD.

Le Prestataire devra, dans un délai maximal de sept (7) jours à partir de sa décision, justifier par écrit à l'AFD que sa décision était conforme aux termes du premier alinéa ci-dessus. Il précisera les motifs ayant entraîné sa décision, les conséquences prévisibles pour le Contrat, les mesures proposées pour minimiser ces conséquences et les coûts entraînés par cette démobilisation et / ou suspension.

Le montant des frais remboursables, résultants directement de cette suspension, démobilisation et/ou remobilisation du personnel, déduction faite des montants versés par les assurances du prestataire, ainsi que les modalités de remboursement devront être arrêtés conjointement par les parties.

Le Prestataire devra continuer de s'acquitter de ses obligations en vertu du présent marché et prendre toutes les dispositions pour minimiser les conséquences de la démobilisation du personnel ou tout intervenant concerné et d'une éventuelle suspension des prestations. Les parties déterminent en tant que de besoin d'éventuelles adaptations du présent marché pour assurer la poursuite de l'exécution des prestations.

Dans l'hypothèse où le Prestataire est définitivement empêché d'exécuter le présent marché, il sera fait application de l'article 38.1 du CCAG Prestations intellectuelles « Difficultés d'exécution du marché ».

5. Prix – Variation du prix

5.1 Contenu des prix

Conformément à l'article 10.1.3 du CCAG FCS, les prix de l'accord-cadre sont réputés comprendre

toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

Ces prix sont réputés comprendre tous les frais et dépenses directement associés à l'exécution de la prestation en dehors des frais de déplacement hors Ile de France ou à l'étranger et des frais de vie le cas échéant.

Les prestations seront réglées en application des quantités et prix indiqués dans le bon de commande.

5.2 Mode d'établissement du prix de l'accord-cadre

Le prix du présent accord-cadre est réputé établi sur la base des conditions économiques définies à l'article *Variation du prix* ci-dessous.

5.3 Variation du prix

Les prix de l'accord-cadre sont fermes et définitifs.

Les prix du présent accord-cadre sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de la date de remise de l'offre par le titulaire.

Ce mois est appelé « mois zéro ».

6. Retenue de garantie

Aucune retenue de garantie ne sera effectuée.

7. Avance

Aucune avance ne sera effectuée.

8. Règlement des comptes au titulaire

8.1 Modalités de règlement du prix

8.1.1 Règlement du prix

Selon les dispositions de l'article 11 du CCAG FCS, les précisions suivantes sont apportées :

Le montant du présent accord-cadre sera facturé selon l'échéancier mensuel.

8.1.2 Demandes de paiement

La demande de paiement est datée et comporte, selon le cas :

- les références de l'accord-cadre ;
- le montant des prestations reçues, établi conformément aux stipulations du contrat, hors TVA et, le cas échéant, diminué des réfections le cas échéant ou le montant des prestations correspondant à la période en cause ;
- la décomposition des prix forfaitaires et le détail des prix unitaires ;

- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant les variations de prix établies HT et TTC
- en cas de groupement conjoint, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique ;
- l'application de l'actualisation ou de la révision de prix ;
- le cas échéant, les indemnités, primes et retenues ;
- les pénalités éventuelles pour retard ;
- les avances à rembourser ;
- le montant de la TVA ou le cas échéant le bénéfice d'une exonération
- le montant TTC

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de compléter ou de rectifier les demandes de paiement qui comporteraient des erreurs ou seraient incomplètes. Dans ce cas, il doit notifier au titulaire la demande de paiement rectifiée.

8.1.3 Transmission des demandes de paiement

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro.

Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, l'AFD peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

Pour ce faire, vos factures dématérialisées adressées à l'AFD devront obligatoirement comporter les informations suivantes :

Code Siret : 77566559900129

Etablissement : Agence Française de Développement

Code Service : à PAR-DGL-003

Numéro de Commande : à remplir avec le n° d'engagement sur le portail Chorus Pro

Numéro de Marché : SIR-2025-0259

8.2 Règlements en cas de cotraitants solidaires

En cas de cotraitance, seul le mandataire du groupement est habilité à présenter les demandes de paiement.

En cas de groupement solidaire, il sera procédé à un règlement séparé de chacun des cotraitants, si la répartition des paiements est identifiée à l'acte d'engagement.

Le mandataire du groupement indique dans chaque demande de paiement qu'il transmet au pouvoir adjudicateur, la répartition des paiements pour chacun des cotraitants.

L'acceptation d'un règlement à chacun des cotraitants solidaires ne saurait remettre en cause la solidarité des cotraitants.

8.3 Délais de paiement

Les délais dont dispose le pouvoir adjudicateur ou son représentant pour procéder au paiement des règlements partiels définitifs et du solde sont fixés à 30 jours.

8.4 TVA

Le présent marché est soumis à la taxe sur la valeur ajoutée au taux en vigueur au jour du fait générateur. Chaque terme de paiement sera assorti de la TVA. Le Titulaire du présent marché s'engage à indiquer sur ses factures s'il est autorisé par l'administration fiscale à acquitter la TVA d'après les débits.

8.5 Intérêts moratoires

Le défaut de paiement des avances, des acomptes, des règlements partiels définitifs ou du solde dans le délai fixé par l'accord-cadre donne droit à des intérêts moratoires, calculés à compter du lendemain de l'expiration dudit délai (ou de l'échéance prévue par l'accord-cadre) jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse (article R. 2192-32 du Code de la commande publique).

Le taux des intérêts moratoires applicables en cas de dépassement du délai maximum de paiement est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque Centrale Européenne (BCE) à ses opérations principales de refinancement les plus récentes en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 €.

9. Constatation de l'exécution des prestations

La réalisation de chaque commande fait l'objet de vérifications et décisions distinctes.

9.1 Opérations de vérification et décisions

Par dérogation aux articles 27, 28, 29 et 30 du CCAG FCS, les opérations de vérification se dérouleront selon les modalités suivantes :

Au cours des 3 premiers mois de la prestation, des points sur la qualité des verbatim et des comptes rendus seront planifiés, au besoin, par l'AFD avec les personnes désignées par le titulaire.

Passé ce délai préliminaire de 3 mois avec des points de suivi, tout compte-rendu jugé non satisfaisant par l'AFD, en termes de fidélité aux propos, de qualité syntaxique, de clarté ou de lisibilité, pourra être retourné au prestataire avec les commentaires de l'AFD, dans un délai de 7 jours ouvrés après réception : le prestataire s'engage à livrer en retour un compte-rendu corrigé dans un délai de 3 jours ouvrés. Cette procédure pourra être répétée autant de fois que nécessaire, jusqu'à ce que l'AFD juge le compte-rendu pleinement satisfaisant.

L'AFD se réserve le droit d'exiger un changement de rédacteur, si elle constate en cours d'exécution de la prestation, que la qualité des livrables fournis ne répond pas aux standards attendus.

10. Propriété intellectuelle – Utilisation des résultats

10.1 Régime des connaissances antérieures et connaissances antérieures standards

Les dispositions des articles 35 et 36 du CCAG FCS seront applicables de l'accord-cadre.

10.2 Régime des résultats

Par dérogation à l'article 37 du CCAG FCS :

L'Acheteur prévoit les conditions suivantes pour l'utilisation des résultats :

10.2.1 Cession des droits d'auteur

Le Prestataire cède à titre exclusif au Pouvoir Adjudicateur les droits sur la Prestation, ainsi que tout élément qui en est constitutif de façon partielle ou intégrale. Il cède irrévocablement au Pouvoir Adjudicateur, à titre exclusif pour le monde entier et pour la durée légale des droits d'auteurs, les droits d'exploitation, de représentation et de reproduction et d'adaptation à des fins commerciales et/ou non commerciales qu'il détient ou détiendra sur les rapports, travaux, études et documents réalisés au titre de la Prestation (ci-après la "Cession").

Plus précisément, la Cession comprend les droits :

d'utiliser, reproduire, conserver, distribuer, communiquer, exécuter, traduire, exploiter, diffuser, représenter la Prestation ;

à des fins promotionnelles, commerciales ou non commerciales, publiques ou privées et notamment mais sans que cette liste soit exhaustive à l'occasion d'expositions, d'opérations d'information ou de relations publiques) ;

de façon partielle ou intégrale sur tout support, actuel ou futur, et notamment support papier, optique, numérique, magnétique ou tout autre support informatique, électronique ou de télécommunication.

La Cession est réalisée au fur et à mesure de la réalisation des rapports, travaux, études et documents réalisés par le Prestataire au titre de la Prestation.

Le Prestataire reconnaît également au Pouvoir Adjudicateur le droit de transférer à tout tiers son droit d'utilisation des rapports, travaux, études et documents réalisés par le Prestataire dans le cadre du Contrat.

10.2.2 Garanties de la Cession

Pendant toute la durée de la Cession, le Prestataire (i) s'engage à ne pas diffuser la Prestation sous quelque support que ce soit sans l'accord du Pouvoir Adjudicateur et (ii) garantit la jouissance paisible de la propriété des droits ainsi cédés au Pouvoir Adjudicateur contre tous troubles, revendications et évictions de quelque nature que ce soit. Il garantit en particulier avoir régulièrement acquis l'intégralité des droits, notamment de propriété intellectuelle, nécessaires à la Cession.

En conséquence, le Prestataire garantit le Pouvoir Adjudicateur contre toute action, réclamation, revendication ou opposition de la part de toute personne invoquant un droit de propriété notamment intellectuelle ou un acte de concurrence et/ou parasitaire auquel la Cession porterait atteinte.

Le Prestataire garantit que la Prestation ne contient rien qui puisse constituer une violation des lois et règlements en vigueur, en particulier relativement à la diffamation et à l'injure, à la vie privée et au droit à l'image, à l'atteinte aux bonnes mœurs, à la contrefaçon ou au plagiat.

10.2.3 Rémunération de la Cession

Le prix de la Cession est inclus de façon définitive dans la rémunération du Contrat. Le Prestataire reconnaît qu'il en a connaissance et ne pourra réclamer aucune somme complémentaire au titre de la Cession.

11. Pénalités

11.1 Modalités d'application des pénalités

Il est fait application des pénalités définies dans les articles ci-après.

Le règlement des pénalités ne fera pas obstacle à la résiliation de plein droit, et sans indemnité, du Contrat aux torts du Titulaire en cas de faute ou d'inexécution de ses obligations. Les pénalités ne sont dues qu'en cas de torts imputables exclusivement au Titulaire retenu.

Les pénalités sont cumulables et non libératoires, elles ne préjugent en rien des réclamations éventuelles de dommages et intérêts auxquels le Pouvoir Adjudicateur peut prétendre.

Les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, ni autres formalités juridiques ou judiciaires.

Le paiement des pénalités n'exonère pas le Titulaire d'exécuter ses obligations contractuelles.

Le montant des pénalités sera déduit par le Pouvoir Adjudicateur du montant du solde à verser, et le surplus, s'il en existe, devra être reversé par le Titulaire au Pouvoir Adjudicateur à première demande de cette dernière.

11.2 Pénalités de retard dans l'exécution des prestations

Les documents à produire par le titulaire dans un délai fixé par l'accord-cadre doivent être transmis par le titulaire par tout moyen permettant d'attester de leur date de réception par l'acheteur.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les modalités d'application des pénalités de retard sont les suivantes :

Tout retard d'exécution dans le calendrier d'exécution et qui n'aurait pas été expressément autorisé par l'AFD pourra donner lieu à des pénalités de retard à la charge du titulaire d'un montant de 100 € euros par jour de retard calendaire.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG FCS, le montant total des pénalités de retard pourra excéder 10% du montant total HT de l'accord-cadre, de la tranche considérée ou du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire ne sera pas exonéré des pénalités de retard dont le montant total ne dépasse pas 1000 € HT pour l'ensemble de l'accord-cadre.

11.3 Autres pénalités

11.3.1 Pénalités pour violation des obligations de sécurité ou de confidentialité

L'obligation de confidentialité est une obligation essentielle du présent Contrat.

La violation des mesures de sécurité ou de l'obligation de confidentialité énoncées à l'article 5 du CCAG FCS est de nature notamment à entraîner la résiliation du présent Contrat pour faute grave dans les termes de l'article 41 du CCAG FCS et expose le Titulaire aux pénalités suivantes (par dérogation à l'article 14 du CCAG FCS) :

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des Informations Confidentielles n'impliquant pas des Données à Caractère Personnel : application d'une pénalité forfaitaire entre 0,5% et 1% du montant exécuté du Contrat à la date de constatation du fait générateur ;

En cas de non-respect des règles de sécurité et de protection des informations confidentielles impliquant des Données à Caractère Personnel : application d'une pénalité forfaitaire entre 1% et 2% du montant exécuté du Contrat à la date de constatation du fait générateur.

11.3.2 Pénalités pour exécution aux frais et risques

Le pouvoir Adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire dans les conditions de l'article 45 du CCAG FCS.

12. Clauses complémentaires

12.1 Redressement ou liquidation judiciaire

Les dispositions qui suivent sont applicables en cas de redressement judiciaire ou de liquidation judiciaire.

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire à aucune indemnité.

12.2 Déclaration et obligations du prestataire

12.2.1 Déclaration du prestataire

Les autorisations nécessaires au titre du Contrat et les assurances relatives à la Prestation seront à la charge du Prestataire. Le Prestataire déclare qu'il souscrira et maintiendra, et fera en sorte que son Personnel dispose d'une assurance couvrant l'ensemble des risques liés à l'exécution de la Prestation. Le Prestataire fournira à l'AFD, sur demande de cette dernière, la ou les attestations d'assurance correspondantes.

Le Prestataire déclare :

- qu'il a obtenu des autorités compétentes toutes les autorisations nécessaires pour exercer son activité.
- qu'il a toutes les autorisations nécessaires à la validité du Contrat et à l'exécution des obligations en découlant ;
- que le Personnel est employé par lui conformément à la réglementation du travail qui lui est applicable.

Conformément aux articles L 8222-1 et D 8222-5 du Code du travail le Prestataire doit fournir à la

signature du Contrat, puis de manière régulière en fonction de la durée de validité de chaque document, les documents suivants :

- Le document en cours de validité attestant de l'immatriculation effective de la structure (extrait K-bis ou équivalent)
- Une attestation fiscale délivrée par les autorités compétentes certifiant que le Titulaire est à jour de ses obligations fiscales ;
- Une attestation délivrée par les autorités compétentes certifiant que le Titulaire est à jour de ses obligations sociales ;
- Une attestation d'assurance de responsabilité civile et / ou professionnelle en cours de validité.
- La liste nominative des travailleurs étrangers hors CE ou détachés, emplois par la structure ou à défaut une attestation sur l'honneur de non emploi de travailleurs étrangers hors CE.
- Ces documents devront être fournis et maintenus à jour dans l'outil PROVIGIS – outil de recueil des attestations dont s'est doté le Pouvoir Adjudicateur.

12.2.2 Obligation de confidentialité

Le Prestataire, agissant tant pour lui-même que pour le compte du Personnel dont il se porte garant s'engage, pendant la durée du Contrat et pendant une période de cinq (5) années suivant le terme du Contrat, à ce que les Informations Confidentielles :

- soient protégées et gardées strictement confidentielles, et soient traitées avec le même degré de précaution et de protection qu'il accorde à ses propres informations confidentielles de même importance ;
- ne soient transmises de manière interne qu'au Personnel ;
- ne soient pas utilisées dans un autre but que celui défini par le Contrat.

Nonobstant le paragraphe ci-dessus, les informations relevant du secret professionnel et du secret bancaire doivent être gardées confidentielles jusqu'à ce que le secret y relatif soit levé.

Le Prestataire et son personnel s'engagent par conséquent :

- à ne pas divulguer, directement ou indirectement, en partie ou en totalité, les Informations Confidentielles sans accord exprès, préalable et écrit de l'AFD,
- à tenir confidentiel tout renseignement ou tout document obtenu dans le cadre du Contrat, à ne pas faire de communication à des tiers sur les missions qui lui sont confiées sans autorisation préalable, expresse et écrite de l'AFD.
- à signaler immédiatement à l'AFD tout risque de conflit d'intérêt, et à cesser sans délai les activités visées par le potentiel conflit d'intérêt, jusqu'à décision du pouvoir adjudicateur.

En fin de Contrat le Prestataire s'engage à procéder à la destruction de tous fichiers manuels ou informatisés stockant les informations saisies.

12.2.3 Pouvoirs du prestataire

Le Prestataire ne dispose d'aucun pouvoir pour agir au nom et pour le compte de l'AFD ou pour engager cette dernière, sauf mandat exprès et spécial qui lui serait accordé par l'AFD au cas par cas. L'AFD reste seule juge des éventuelles décisions à prendre sur les propositions qui lui seront soumises par le Prestataire à l'issue de la Prestation.

12.2.4 Clause d'intégrité

Le Prestataire déclare et s'engage à :

- n'avoir commis aucun acte susceptible d'influencer le processus de mise en concurrence et notamment qu'aucune Entente n'est intervenue et n'interviendra ;
- ce que la négociation, la passation et l'exécution du Contrat n'ont pas donné, ne donnent pas et ne donneront pas lieu à un Acte de Corruption et/ou à un Acte de Fraude.

12.2.5 Données à caractère personnel

Dans le cadre de la Prestation, le Prestataire sera éventuellement amené à traiter des données à caractère personnel, au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016, dit Règlement général de protection des données (« RGPD ») et de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, dite loi « Informatique et Libertés » (ci-après « les Données »), pour le compte et sous la responsabilité de l'AFD. Dès lors, le Prestataire agirait en qualité de « sous-traitant » de l'AFD, au sens et dans les conditions décrites à l'article 60 de la loi Informatique et Libertés et 28 du RGPD.

Aussi, le cas échéant, le Prestataire s'engage à :

- ne pas utiliser les Données à des fins autres que celles nécessaires à la mise en œuvre de la Prestation et à ne faire aucune copie des Données autrement que dans le strict cadre de l'exécution du Contrat,
- respecter le principe de pertinence et de proportionnalité des données personnelles traitées et, par conséquent, à ne collecter/traiter que les Données strictement nécessaires à la fourniture des Prestations. En tout état de cause, le Prestataire s'engage à n'agir que sur instructions écrites et préalables de l'AFD laquelle pourra, spontanément ou à la demande du Prestataire, préciser par écrit les catégories de données personnelles susceptibles de faire l'objet d'un traitement pour l'exécution de la Prestation,
- ne procéder à aucun transfert des Données vers des Etats n'appartenant pas à l'Espace Economique Européen, au sens des articles 44 et suivants du RGPD, sans l'accord écrit préalable de l'AFD.

Sous-traitance

Le Prestataire s'engage à ne pas sous-traiter auprès de sociétés tierces tout ou partie des Prestations impliquant la participation à la mise en œuvre du traitement des Données, sauf à ce qu'il ait obtenu l'accord préalable et écrit de l'AFD. Si l'AFD accepte la sous-traitance proposée, le Prestataire s'engage à conclure avec son sous-traitant identifié un contrat comportant les mêmes obligations quant à la protection des Données que celles convenues présentement.

Le Prestataire justifiera, à première demande de l'AFD, des engagements contractuels de tout tiers prestataire participant au traitement des Données, si nécessaire en communiquant les documents contractuels s'y rapportant.

Sécurité, confidentialité et audit

Le Prestataire s'engage à traiter les Données avec la plus stricte confidentialité. Le Prestataire gère, dans le cadre de ses responsabilités, l'organisation interne de son entreprise et définit les mesures

logiques, physiques et organisationnelles à même de répondre aux instructions spécifiques de l'AFD et, plus largement, aux exigences de protection des Données contre tout accès non autorisé, détournement, usage frauduleux ou perte. Le Prestataire devra indiquer immédiatement à l'AFD si les mesures mises en œuvre ne répondent pas ou plus à ces exigences.

Le Prestataire devra signaler immédiatement à l'AFD toutes mesures de contrôle ou demande d'accès effectuées par des autorités dûment habilitées à cet effet à l'instar des services de la CNIL ou de la police judiciaire.

Les présentes obligations de confidentialité et de sécurité des Données restent valables après le terme du Contrat dès lors que le Prestataire continuerait à stocker les Données ou d'y accéder. Ces obligations ne prendront fin qu'au jour où le Prestataire cessera d'accéder et/ou de stocker les Données.

Conformément aux dispositions de l'article 28 du RGPD, l'AFD doit veiller au respect des mesures de sécurité et de confidentialité mises en œuvre par le Prestataire. L'AFD est par conséquent autorisée, directement ou par le biais de toute personne qu'elle aura mandatée à cet effet, à :

- solliciter toute information utile auprès du Prestataire justifiant de la mise en place des mesures de sécurité et de confidentialité (contrôles sur pièces),
- contrôler sur le lieu d'activité du Prestataire ou de son sous-traitant l'effectivité de la mise en place de ces mesures (contrôles sur place).

L'AFD pourra diligenter une fois par an une mission de contrôle sur place, dans les locaux du Prestataire, aux heures habituelles de bureau, sans perturber le fonctionnement de l'entreprise du Prestataire. Outre cette mission de contrôle annuelle, l'AFD pourra diligenter toute mission de contrôle ad hoc en cas de faille de sécurité chez le Prestataire affectant la confidentialité, l'intégrité ou la sécurité des Données, intervenue de manière volontaire ou accidentelle, notamment toute atteinte, perte, vol, accès non autorisé, divulgation, destruction, altération des Données (ci-après « Violation des Données »).

L'AFD doit respecter les processus opérationnels du Prestataire et prévenir 72 heures avant toute visite en précisant le périmètre du contrôle, sauf contrôle ad hoc consécutif à une Violation des Données.

Le Prestataire s'engage à faire ses meilleurs efforts pour assister la personne mandatée par l'AFD lors des contrôles et à lui permettre l'accès aux locaux ainsi qu'aux équipements pertinents. Le Prestataire s'engage à fournir sur demande de l'AFD les informations requises aux fins de permettre un contrôle, sur pièces ou sur place, par l'AFD sur les conditions de mise en œuvre du traitement des Données et lui remettre toute documentation s'y rapportant.

Notification des Violations de Données par le Prestataire

Le Prestataire s'engage à informer l'AFD sans délai, dès qu'il en a connaissance, de la survenance de toute Violation des Données. Le Prestataire s'engage le cas échéant à apporter, concomitamment à cette information, tous éléments nécessaires à l'AFD (ou toute personne expressément désignée par celle-ci) pour évaluer les risques et impacts de la Violation des Données et lui permettre de prendre toutes décisions utiles.

En accord avec l'AFD, le Prestataire devra mettre en œuvre sans tarder toutes les mesures appropriées pour prévenir toute nouvelle Violation des Données.

La notification des Violations des Données à l'AFD par le Prestataire et leur gestion font partie intégrante des Prestations et ne donnera pas lieu à facturation complémentaire.

Dans l'hypothèse où la réglementation applicable imposerait à l'AFD en sa qualité de responsable de traitement une obligation de notification auprès des services de la CNIL, le Prestataire lui apportera toute assistance afin de lui permettre d'effectuer dans le délai applicable ladite notification.

Dans l'hypothèse où une information des personnes concernées s'avèrerait nécessaire, cette communication s'effectuera selon un calendrier et un contenu déterminé par l'AFD (le cas échéant en concertation avec l'autorité de contrôle compétente).

Pouvoir d'instruction de l'AFD

L'AFD dispose de droits étendus pour donner toutes directives, notamment en ce qui concerne la nature, l'importance et les modalités de traitement des Données. Les directives données par l'AFD doivent revêtir la forme écrite et ne peuvent donner lieu à une demande de rémunération complémentaire par le Prestataire.

Dans le cadre de son obligation de conseil, le Prestataire devra informer l'AFD sans délai s'il estime qu'une directive est contraire à la réglementation française et européenne afférente à la protection des données à caractère personnel.

A la fin de sa mission, le Prestataire devra, au choix de l'AFD, soit remettre à l'AFD les Données en sa possession soit les effacer immédiatement et intégralement, sous réserve de l'application de dispositions légales faisant obstacle à la suppression intégrale des Données. Il en est de même pour les copies aux fins de sauvegardes automatiques.

La suppression sera, le cas échéant, consignée dans un procès-verbal avec indication de la date. Une copie de ce procès-verbal sera transmise au à l'AFD.

Droits des personnes concernées

Toute demande d'information auprès du Prestataire émise par une personne concernée par le traitement des Données, au sens de l'article 4 du RGPD sera immédiatement transmise au Correspondant Informatique et Libertés de l'AFD ou toute autre personne expressément désignée par l'AFD. Il en est de même pour toute demande d'accès, de rectification ou d'opposition. Le Prestataire devra apporter à l'AFD toute assistance utile pour lui permettre de faire droit, dans les délais légaux, à ces demandes.

Formalités

Le Prestataire devra collaborer avec l'AFD et lui fournir toutes informations nécessaires pour que celle-ci puisse établir et actualiser la liste des traitements automatisés prévue par l'article 47 du décret du 20 octobre 2005 ou, plus largement, procéder à toutes formalités nécessaires préalables à la mise en œuvre du traitement, en ce compris les analyses d'impact, demandes d'autorisation ou

consultation préalable de la CNIL.

Preuve de la conformité du traitement

Le Prestataire s'engage à conserver et à tenir à disposition de l'AFD toute documentation utile justifiant que le traitement des Données mis en œuvre par le Prestataire pour le compte de l'AFD a été mis en œuvre conformément aux engagements pris dans le cadre du Contrat ainsi qu'aux éventuelles instructions spécifiques de l'AFD.

Le Prestataire s'engage à conserver ladite documentation, au-delà de la fin du Contrat, jusqu'au terme du délai de prescription applicable pendant lequel la responsabilité de l'AFD est susceptible d'être engagée en raison des conditions et modalités de mise en œuvre du traitement des Données par le Prestataire. Le Prestataire pourra néanmoins se libérer par anticipation de cette obligation en remettant à l'AFD dès la fin du Contrat ladite documentation.

Gestion des fournisseurs de l'AFD

Dans le cadre de la gestion administrative de ses fournisseurs, l'AFD met en œuvre un traitement de données à caractère personnel susceptible de concerner le personnel du Prestataire, lequel dispose dès lors, en application de la loi Informatique et Libertés, d'un droit d'accès, de rectification et d'opposition. Ces droits s'exercent directement auprès du Correspondant Informatique et Libertés du groupe AFD, notamment par courriel à l'adresse suivante : informatique.libertes@afd.fr.

12.3 Obligations de l'AFD

Pour permettre au Prestataire de mener à bien son travail, l'AFD veillera à :

- mettre à la disposition du Prestataire tous les éléments qu'elle détient et nécessaires à la connaissance du problème en vue de la réalisation de la Prestation ;
- faciliter la prise de contact du Prestataire avec les personnes de l'AFD concernées par la Prestation.

12.4 Divers

Le Prestataire ne pourra céder aucun de ses droits et/ou obligations au titre du présent marché sauf accord exprès et préalable de l'AFD.

Toutes notifications, rapports et autre communications relatifs au Contrat seront délivrés ou envoyés aux domiciles respectifs des Parties mentionnés en tête des présentes. Ils deviendront effectifs à la réception à cette adresse ou à toute nouvelle adresse dûment notifiée par écrit à l'autre partie.

Toute modification des termes et conditions du Contrat, y compris les modifications portées à la nature ou au volume de la Prestation ou au montant du Contrat, devra faire l'objet d'un accord écrit des Parties.

Les originaux du Contrat sont établis et signés en langue française. Si une traduction en est effectuée, seule la version française fera foi en cas de divergence d'interprétation des dispositions du Contrat ou en cas de litige entre les Parties.

13. Assurances

Le titulaire désigné dans l'accord-cadre devra justifier dans les quinze jours à compter de la demande de l'acheteur d'une assurance couvrant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il encourt vis-à-vis des tiers et de l'acheteur à la suite de tous les dommages corporels, matériels ou immatériels survenant pendant ou après l'exécution des prestations.

Le titulaire devra également justifier :

14. Différends

En cas de différends entre les parties, il sera fait application de l'article 46 du CCAG FCS.

La loi française est seule applicable.

Le Tribunal compétent est le Tribunal administratif de Paris.

15. Dispositions en cas d'intervenants étrangers

La loi française est seule applicable au présent marché.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent marché doit être rédigé en langue française, ou peut l'être en anglais après accord du Pouvoir Adjudicateur.

16. Audit

L'AFD se réserve pour elle-même, ou pour l'Autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR) ou toute autre autorité étrangère équivalente au sens des articles L. 632-7, L. 632-12 et L. 632-13 du code monétaire et financier pour les Prestations devant s'exécuter à l'étranger ou dans le cadre de la coopération de l'ACPR avec ces autorités étrangères) ou encore pour toute autre autorité de régulation ou de contrôle, toute autorité de protection des données ou toute autorité d'archives publiques ainsi que pour les personnes désignées par elles le droit de procéder à tout audit du Fournisseur. Cet audit pourrait :

- Viser à vérifier le respect, par lui, de ses obligations contractuelles, des conditions d'exécution des prestations et/ou de la performance du titulaire, ainsi que des exigences réglementaires applicables ;
- Porter sur les données à caractère personnel dont les modalités sont précisées à l'article Données à caractère personnel du présent marché ;
- Permettre l'exercice des pouvoirs de surveillance et de résolution de l'ACPR, tels que prévus à l'article 63, paragraphe 1, point a), de la Directive 2014/59/UE et à l'article 65, paragraphe 3, de la Directive 2013/36/UE.

L'AFD se réserve pour elle-même et pour l'ACPR, ainsi que pour toute personne éventuellement désignée par celles-ci, le droit inconditionnel d'inspecter et d'auditer la manière dont le prestataire s'acquitte des exigences contractuelles et réglementaires applicables. Dans ce cadre, le pouvoir adjudicateur, l'ACPR et les tiers mandatés par eux auront un accès complet à tous les locaux professionnels pertinents (sièges sociaux, centres opérationnels etc.), à l'ensemble des appareils, systèmes, réseaux, informations et données pertinents utilisés pour assurer la prestation, notamment aux informations financières connexes, ainsi qu'aux membres du personnel et aux auditeurs externes du prestataire de services auxquels des explications écrites ou orales pourront être demandées et ce, à titre gracieux.

Aussi, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'effectuer des audits dits individuels et d'effectuer des tests d'intrusion chez le prestataire afin d'évaluer l'efficacité des mesures et des processus mis en œuvre en matière de cyber-sécurité et de sécurité des TIC internes.

En cas de sous-traitance, dûment autorisée par le pouvoir adjudicateur, le prestataire veille à ce que le sous-traitant accorde à l'AFD et à l'ACPR les mêmes droits contractuels d'accès et d'audit que ceux accordés par le prestataire.

Cet audit pourra être réalisé à tout moment au choix du pouvoir adjudicateur y compris une fois le contrat terminé, dans la limite d'une durée cinq (5) ans.

Le Titulaire est avisé par le pouvoir adjudicateur, l'ACPR ou les tiers agissant en leur nom du contrôle par écrit un mois avant le déclenchement de l'audit, à moins que cela ne soit impossible en raison d'une situation d'urgence ou de crise ou ne conduise à une situation dans laquelle l'audit ne serait plus efficace. A ce titre, le pouvoir adjudicateur peut désigner un expert indépendant, non concurrent du Titulaire, et qui doit signer un engagement de confidentialité.

Le Titulaire s'engage à collaborer avec le pouvoir adjudicateur ou son représentant ainsi qu'avec l'ACPR et à leur faciliter leur audit en leur procurant toutes les informations nécessaires et en répondant à l'ensemble de leurs demandes afférentes à cet audit, dans les limites autorisées du contrôle listées en début du présent article. Dans le cas où leurs demandes excèderaient ces limites contractuelles de l'audit autorisé, le Titulaire alertera le pouvoir adjudicateur. Les deux parties rechercheront le meilleur moyen de parvenir au contrôle ci-dessus dans les limites contractuelles autorisées.

Pendant toute la durée du Contrat et pendant la durée de la prescription fiscale après sa cessation, le Titulaire s'engage à tenir à la disposition du pouvoir adjudicateur et de ses contrôleurs mandatés, tous documents comptables et autres pièces se rapportant aux prestations objets du contrat.

Le Titulaire s'engage à maintenir des archives complètes et précises sur les factures et toute la documentation associée liée à l'établissement de ces factures.

Ces archives comprennent notamment (liste non limitative) :

- Les documents physiques (papier, CD...),
- Les documents électroniques (e-mails et informations stockées dans les bases de données électroniques)

Dans l'hypothèse où le Client exigerait la production de documents en la possession exclusive et démontrée du Fournisseur, les audits seront alors conduits dans les locaux du Fournisseur et devront se conformer aux heures d'ouverture, aux usages et aux règles de sécurité en vigueur dans les locaux en question. Le Client pourra accéder aux locaux du Fournisseur après avoir notifié sa demande par écrit et en respectant un préavis de 72 heures.

Le coût de cet audit est supporté par le pouvoir adjudicateur sauf dans l'hypothèse où cet audit révèle un manquement du Titulaire.

17. Réversibilité

À tout moment en cours d'exécution du présent contrat, à la demande du Client, ainsi qu'en cas

d'expiration ou de résiliation de tout ou partie du contrat pour quelque motif que ce soit,

Le Titulaire s'engage à assurer une réversibilité et à tout mettre en œuvre sur les plans juridique et humain pour permettre au pouvoir adjudicateur, à la date de cessation du Contrat, de reprendre ou faire reprendre par un tiers la prestation objet du présent Contrat, de la façon la plus coordonnée possible et dans les conditions les plus économiques qui soient pour le pouvoir adjudicateur, et permettant notamment la continuité de la prestation, objet du contrat, avec un minimum d'interruptions. A cette fin aussi, après la résiliation du Contrat et pendant une période de transition de 3 mois, le Titulaire continuera d'assurer la prestation avant que celle-ci ne soit intégralement et effectivement reprise par le pouvoir adjudicateur ou par un nouveau prestataire désigné par celle-ci.

Lors de la cessation du Contrat, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire tient à la disposition de le pouvoir adjudicateur tout document qui peut lui être nécessaire dans le cadre de la reprise de la prestation, que ce soit pour l'assurer elle-même ou la confier à un tiers.

A la demande de le pouvoir adjudicateur, le Titulaire s'engage, sur une période maximale de deux (2) mois à compter de la fin du Contrat, à répondre à toute demande d'assistance, même ponctuelle, formulée par le pouvoir adjudicateur ou par le Titulaire désigné par celui-ci pour reprendre la prestation objet du présent Contrat.

Les Parties conviennent des dispositions suivantes en ce qui concerne les prestations d'assistance à la réversibilité fournies par le Titulaire :

- si la réversibilité découle d'une résiliation ou d'une cessation du Contrat, suite à une faute ou à une défaillance du Titulaire, ou si elle découle d'une non reconduction à l'une quelconque des échéances du Contrat du fait du Titulaire, les prestations d'assistance à la réversibilité effectuées par le Titulaire ne sont pas facturées au pouvoir adjudicateur,
- si la réversibilité découle de la survenance d'un cas de force majeure ou d'une cessation du Contrat dans le cadre de torts partagés, les coûts de l'assistance à la Réversibilité sont partagés par moitié,
- si la réversibilité découle de toute autre cause d'interruption du présent Contrat, les prestations d'assistance à la réversibilité effectuées par le Titulaire sont facturées au pouvoir adjudicateur dans leur intégralité.

Dans ce cadre, le Prestataire s'engage à :

- restituer , dans un format intègre, exploitable et convenu, l'ensemble des données appartenant au pouvoir adjudicateur ainsi que les données à caractère personnel communiquées antérieurement par le pouvoir adjudicateur,
- détruire les éventuelles copies sur ces données et ne pas s'en servir pour un usage propre ou au bénéfice des tiers

Le Prestataire s'engage à tout mettre en œuvre pour assurer l'accès aux données appartenant au pouvoir adjudicateur même en cas d'insolvabilité, résolution ou interruption des activités commerciales du Prestataire. Il ne procédera à aucune sous-externalisation de la Prestation ou transfert des données à un tiers sans l'accord écrit et préalable du pouvoir adjudicateur et s'abstiendra de toute mesure ayant pour effet d'entraver l'accès de l'AFD aux données qui lui appartiennent. En cas d'interruption volontaire de ses activités commerciales liées à la Prestation, le Prestataire s'engage à en avertir le pouvoir adjudicateur au moins 3 mois au préalable et à assurer la réversibilité de l'externalisation de la Prestation

18. Résiliation de l'accord-cadre

Il sera fait application des articles L 2195-1 et suivant du code de la commande publique ainsi que des articles 38 à 45 inclus du CCAG-FCS avec les précisions suivantes :

18.1 Résiliation pour faute

Le pouvoir adjudicateur peut, après mise en demeure restée infructueuse dans le délai imparti, et sous réserve d'un préavis ne pouvant être inférieur à quinze (15) jours, résilier le marché aux torts du Titulaire dans les conditions fixées à l'article 41 du CCAG-FCS.

Plus particulièrement, et de façon non-exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier le marché en cas de :

- non-exécutions ou exécutions de mauvaise qualité réitérées des attendus et exigences opérationnels ;
- application répétée des pénalités prévues à l'article Pénalités du présent CCAP, non suivie d'amélioration significative ;
- constats réitérés de rejets ou d'ajournements des prestations, en application des dispositions des opérations de vérification et de validation des prestations de l'article Admission, ajournement, réfaction et rejet du présent CCAP ;
- non-respect des dispositions de l'annexe 1 du présent CCAP « Sécurité ».

Les manquements visés ci-dessus doivent être préalablement actés par les parties en Comité de Pilotage.

L'AFD se réserve également le droit de résilier le contrat avec le Prestataire lorsque :

- ce dernier ne dispose plus des certifications et agréments obligatoires pour la réalisation de la Prestation ;
- Lorsque le traitement, la gestion ou la sécurité des informations confidentielles et des données personnelles ou sensibles présentent des faiblesses telles que l'intégrité, la sécurité, la confidentialité ou le traitement loyal de ces informations et données semblent compromis.

Cette résiliation pour faute s'effectue sans préjudice des autres actions, notamment pénales, qui seraient engagées dans ce cas à l'encontre du Titulaire.

En cas de résiliation pour faute :

- il est fait application des articles 45 et 41 du CCAG FCS avec les précisions suivantes : le pouvoir adjudicateur pourra faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS. La décision de résiliation le mentionnera expressément ;
- Le titulaire n'a droit à aucune indemnisation ;
- Par dérogation et en complément des articles 41 et 43 du CCAG FCS, la fraction des prestations déjà accomplies par le titulaire est rémunérée avec un abattement de 10 %.
- Le Titulaire indemnise le pouvoir adjudicateur de tous les coûts et/ou dommages supportés et préjudices subis par le pouvoir adjudicateur du fait de la résiliation du contrat directement ou indirectement, et notamment s'il y a lieu, les coûts supportés par le pouvoir adjudicateur du fait de la substitution du Titulaire par un nouveau prestataire.

En cas de résiliation en application de l'article L2195-4 du Code de la commande publique, il sera également fait application des infractions équivalentes prévues par la législation d'un autre Etat hors Union Européenne.

En complément à l'article 41 du CCAG FCS, en cas de non production dans les 8 jours de l'acceptation d'une sous-traitance de second rang et plus présentée par le sous-traitant de rang 1 et plus de la caution personnelle et solidaire garantissant le paiement de toutes les sommes dues par

eux au sous-traitant de second rang et plus, et après mise en demeure du sous-traitant de rang 1 et plus et du titulaire du marché, restée sans effet dans un délai fixé à 8 jours, le marché sera résilié aux torts du titulaire sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

18.2 Résiliation pour motif d'intérêt général

Dans l'hypothèse d'une résiliation pour motif d'intérêt général, ou à la demande de l'ACPR, l'indemnité de résiliation est fixée à 5 % du montant engagé hors TVA de l'accord-cadre, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises.

19. Dérogations aux documents généraux

Il est dérogé :

- À l'article 5.2 du CCAG FCS par l'article Obligation de confidentialité et de protection des données
- À l'article 4.1 du CCAG FCS par l'article *Pièces constitutives de l'accord-cadre du CCAP*
- À l'article 11.1 du CCAG FCS par l'article *Avance* du CCAP
- À l'article 12.1.2 du CCAG FCS par l'article *Règlement en cas de cotraitance solidaire* du CCAP
- À l'article 12.1.2 du CCAG FCS par l'article *Avance* du CCAP
- À l'article 14.1.3 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard* du CCAP
- À l'article 14 du CCAG FCS par l'article *Pénalités pour retard* du CCAP
- à l'article 39 du CCAG FCS par l'article *Admission, ajournement, réfaction et rejet*

20. Annexe - Sécurité

<p>SÉCURITÉ DES INFORMATIONS DANS LE CADRE DE L'EXÉCUTION DE CONTRATS DE PRESTATIONS</p>
--

<p>Contrat de prestation</p>

Sommaire

1. DEFINITIONS	3
2. GENERALITES	3
3. ENGAGEMENT ET DROITS DES PARTIES EN MATIERE DE SECURITE	4
4. CONTRÔLE DE L'ACCES	5
5. CONNEXION A DISTANCE AU RESEAU DU CLIENT	5
6. EVALUATION DES RISQUES	5
7. DISPOSITIONS FINALES	6

Définitions

- Le Contrat

Désigne le contrat de prestations auquel est annexée la présente.

- Le Client

Désigne l'AFD, partie au Contrat.

- Le Prestataire

Désigne le prestataire partie au Contrat.

- Système d'information

Ensemble des matériels, des logiciels, des méthodes et des procédures et, si besoin, du personnel sollicités pour traiter les Informations.

- Informations

Désigne les informations appartenant au Client, stockées ou non sur son système d'information et auxquelles peut avoir accès le prestataire dans l'exercice du contrat.

- Connexion à distance

Désigne une connexion qui donne un accès à distance au système d'information du Client, depuis une infrastructure ne lui appartenant pas.

Généralités

Le Client fait régulièrement appel à des prestataires, qui sont amenés à avoir accès aux Informations dans le cadre de l'exécution de leurs prestations. Il convient donc d'encadrer ces accès aux Informations ainsi que leur utilisation et de définir les règles de sécurité applicables aux prestataires.

L'objet de la présente annexe est de sécuriser les conditions d'accès aux Informations ainsi que leur utilisation, notamment en définissant les critères d'octroi au Prestataire d'un accès sécurisé et contrôlé aux Informations et en empêchant que celles-ci puissent être utilisées sans autorisation.

Les stipulations de la présente annexe s'appliquent au Prestataire, collaborateurs et sous-traitants, disposant ou susceptible de disposer d'un accès aux Informations.

Engagement et droits des parties en matière de sécurité

Le Client met à la disposition du Prestataire sa documentation en matière de sécurité de l'Information (politiques, procédures et règles) nécessaire à l'exécution du contrat. Le Prestataire s'engage à prendre connaissance de la documentation fournie par le Client en matière de sécurité de l'Information et à respecter les politiques, procédures et règles qu'elle contient. Le Prestataire s'engage à ne pas divulguer cette documentation transmise dans le cadre de l'exécution du Contrat. Le Prestataire s'engage à soumettre son personnel et les sous-traitants travaillant pour son compte à des contrôles de sécurité et doit pouvoir fournir des justificatifs quant aux modalités et résultats de ces contrôles.

Le Prestataire s'engage à tenir une liste des individus autorisés à utiliser en son nom les accès et services logistiques fournis par le Client.

Le Prestataire s'engage à informer le Client par écrit, et dans les plus brefs délais, de tout changement intervenu dans la liste prévue au paragraphe ci-dessus et à lui proposer tout changement qu'il estime nécessaire concernant la nature ou la portée de l'accès aux Informations. Il revient au Client de notifier formellement au Prestataire son accord sur les changements demandés. Sans cet accord formel, le changement est réputé refusé.

Le Prestataire s'engage à respecter les droits de propriété intellectuelle relatifs aux informations et logiciels mis à sa disposition par le Client.

Le Prestataire est informé que le Client traite des informations relevant du secret professionnel bancaire au sens du code monétaire et financier. Le Prestataire s'engage à respecter la confidentialité des informations du client au titre du secret professionnel régissant sa profession.

Le Client et le Prestataire sont chacun responsables de la sélection, de la mise en œuvre et de la maintenance de leurs propres procédures et politiques de sécurité ainsi que de leur adéquation aux prestations à réaliser dans le cadre du Contrat. Ceci vise à protéger leurs informations respectives contre un accès, une modification ou une destruction non autorisés.

Dans le cadre de la mise en œuvre de sa politique et de ses procédures de sécurité, le Client a le droit de consigner et superviser toute activité menée par le Prestataire en exécution du Contrat. À ce titre, le personnel du Prestataire et ses sous-traitants font l'objet des mêmes contrôles que le personnel du Client.

Le Client peut exiger du Prestataire qu'il fournisse une copie de la pièce d'identité de ses employés en charge de l'exécution des prestations prévues par le Contrat avant qu'un accès aux sites et/ou aux Informations du Client ne leur soit octroyé.

Le Client se réserve le droit de refuser sans préavis l'accès à tout employé du Prestataire ou d'exiger le remplacement dudit employé si celui-ci ne respecte pas les politiques, procédures et règles de sécurité.

Contrôle de l'accès

Le Prestataire s'engage à n'accéder qu'aux Informations strictement nécessaires à l'exercice de sa mission. L'accès aux Informations, services et infrastructures octroyé au Prestataire se limite au minimum nécessaire pour l'accomplissement de ses prestations au titre du Contrat. Le Prestataire informera le Client dans les plus brefs délais s'il s'aperçoit d'une erreur dans l'attribution des accès lui interdisant d'accomplir sa mission ou outrepassant le cadre de sa mission.

Les accès au système informatique et/ou aux locaux du Clients sont délivrés de façon nominative aux personnes agissant pour le Prestataire dans le cadre de l'exécution du Contrat.

Les accès peuvent en permanence être soumis à des mécanismes de protection et consignés. Aux fins de la protection et du contrôle des accès à ses Informations, le Client ne se limite pas aux mécanismes de protection mis en place par le Prestataire. Le Client donne, contrôle et révoque l'accès du Prestataire aux locaux et aux Informations nécessaires à la réalisation des prestations. A ce titre, le Prestataire est informé que son personnel agissant dans le cadre du contrat peut, à tout moment et sans notification préalable, être soumis à des contrôles de sécurité s'appuyant sur les traces enregistrées sur SI du Client.

S'il est nécessaire de donner l'accès à des Informations classifiées de niveau

« CONFIDENTIEL » ou de niveau supérieur ou à des locaux du Client où de telles informations sont conservées, traitées ou diffusées, une évaluation des risques en vue d'identifier les mécanismes de protection à mettre en place sera effectuée. Les mécanismes de protection identifiés lors de l'évaluation des risques seront notifiés au Prestataire, documentés et mis en œuvre.

Pour accéder au système d'information du Client, le Prestataire doit utiliser exclusivement les équipements informatiques mis à sa disposition par le Client, sauf si ce dernier a autorisé préalablement par écrit le Prestataire à utiliser d'autres modalités d'accès.

Connexion à distance au réseau du client

Toute connexion à distance au réseau du Client doit être réalisée à travers un équipement informatique ou un portail d'accès mis à la disposition du Prestataire par le Client. Le Client peut, sans préavis ou justification, interrompre, refuser ou élargir une connexion à distance à son réseau. Le Client interrompt la connexion à distance au réseau lorsqu'elle n'est plus requise.

La connexion à distance au réseau du Client fait l'objet d'une consignation permanente et d'un archivage pour mémoire.

Evaluation des risques

Sur décision du Client, la prestation pourra faire l'objet d'une évaluation afin de déterminer les risques en matière de sécurité de l'Information. Cette évaluation porte principalement sur les retombées éventuelles pour le Client de toute atteinte à la disponibilité, à l'intégrité, à la confidentialité et à la chaîne de transmission de ses Informations utilisée dans le cadre de la prestation.

Dispositions finales

Le non-respect de la présente annexe de sécurité constitue un manquement au Contrat pouvant justifier sa résiliation sans pénalité pour le Client.

De plus, un retard ou un report, résultant du non-respect des règles de sécurité par le Prestataire et des mesures prises par le Client pour y remédier, en application de la présente annexe, ne peut être invoqué par le Prestataire pour demander une quelconque prolongation des délais d'exécution des prestations du Contrat, auxquels le Prestataire reste tenu, ou une quelconque exonération de pénalités.

La présente annexe de sécurité pourra être révisée par le Client tous les ans et modifiée si nécessaire sans pénalité ni surcoût.

21. Annexe - RGPD

CONVENTION DE SOUS-TRAITANCE DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

ENTRE :

[Désignation]

[Forme sociale] au capital de [capital], dont le siège social se situe [siège social], inscrite au Registre du Commerce et des Sociétés de [ville] sous le numéro [numéro RCS]
Représentée par [représentant légal] en sa qualité de [qualité]

Ci-après indifféremment dénommée « [XXX] » ou « **le Sous-traitant** »

D'une part,

ET :

L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT (AFD), Etablissement public Industriel et Commercial, dont le siège est à PARIS XII - 5, rue Roland Barthes, Immatriculée au RCS de Paris sous le numéro B 775 665 599

Ci-après indifféremment dénommée « **AFD** » ou « **le Responsable de traitement** »

D'autre part,

Les sociétés ci-dessus sont individuellement ou ensemble ci-après dénommées « **la ou les Partie(s)** ».

IL EST PREALABLEMENT EXPOSE CE QUI SUIIT :

[Présenter le contexte de la prestation]

XXX a été choisi par l'AFD pour lui fournir la prestation de [Préciser], aux charges et conditions telles que définies dans le cadre d'un contrat séparé, référencé [Compléter], signé à [Compléter] le [Compléter], ci-après dénommé « le Contrat Principal ».

Dans le cadre des services fournis en application du Contrat Principal, le Sous-traitant est amené à traiter, pour le compte de l'AFD, des données à caractère personnel dans la mesure où il s'agit d'informations relatives à des personnes physiques identifiées ou identifiables, directement ou indirectement (ci-après dénommées les « Données »). En application de la réglementation relative à la protection des données personnelles, en ce compris les articles 28 et suivant du Règlement général sur la protection des données (ci-après « le

Règlement »), XXX est considérée comme sous-traitant de l'AFD et ne peut par conséquent agir que sur instructions de celle-ci, laquelle doit notamment préciser auprès de son sous-traitant, par la voie contractuelle, les obligations de ce dernier.

Dans ce contexte, les Parties se sont rapprochées afin de convenir de ce qui suit.

IL A ETE ARRETE ET CONVENU CE QUI SUIIT :

1. Objet de la Convention

La présente convention (ci-après dénommée « Convention ») détermine les conditions dans lesquelles le Sous-traitant s'engage à traiter les Données confiées par le Responsable de Traitement dans le cadre de la fourniture des prestations définies dans le Contrat Principal.

La Convention fait partie intégrante du Contrat Principal.

2. Description du traitement faisant l'objet de la sous-traitance

Le Sous-traitant est autorisé à traiter pour le compte du Responsable de traitement les Données dans la mesure où elles sont nécessaires à la fourniture des prestations définies dans le Contrat Principal.

Le traitement ainsi réalisé par le Sous-traitant, pour le compte de l'AFD, répond aux caractéristiques suivantes :

Nature des opérations réalisées sur les Données :

[Supprimer, parmi les propositions suivantes, les actions non comprises dans le traitement réalisé par le Sous-traitant : collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction]

Finalité(s) du traitement :

[Compléter par les objectifs poursuivis par le traitement considéré]

Catégories de données à caractère personnel traitées :

(Cocher les cases pertinentes)

- ☐ Etat civil, Identité, Données d'identification
- ☐ Vie personnelle (habitudes de vie, situation familiale, etc.)
- ☐ Vie professionnelle (CV, adresse mail professionnelle, formation professionnelle, parcours académique, etc.)
- ☐ Informations d'ordre économique et financier (revenus, situation financière, situation fiscale, etc.)
- ☐ Données de connexion (adresse IP, journaux de connexion, etc.)
- ☐ Données de localisation (déplacements, données GPS, GSM, etc.)
- ☐ Autre :

Si des données sensibles font également l'objet d'un traitement :

(Cocher les cases pertinentes)

- ☐ Données révélant l'origine raciale ou ethnique
- ☐ Données révélant les opinions politiques
- ☐ Données révélant les convictions religieuses ou philosophiques
- ☐ Données révélant l'appartenance syndicale
- ☐ Données génétiques
- ☐ Données biométriques
- ☐ Données concernant la santé
- ☐ Données concernant la vie ou l'orientation sexuelle
- ☐ Données relatives aux condamnations pénales et aux infractions ou aux mesures de sûreté connexes

Catégories de personnes concernées :

(Cocher les cases pertinentes)

- ☐ Salariés
- ☐ Candidats
- ☐ Fournisseurs et prestataires
- ☐ Visiteurs
- ☐ Prospects
- ☐ Partenaires
- ☐ Autre :

Durées de conservation des Données :

[Préciser le cycle de vie des Données]

3. Pouvoir d'instruction du Responsable de Traitement

Le Sous-traitant est tenu à tout moment de respecter les instructions du Responsable de Traitement sur l'exécution de la Convention et le traitement des Données. Le Responsable de Traitement conserve un droit général d'instruction quant à la nature, l'étendue et la méthode de traitement des Données, qui peut être complété par des instructions particulières, en ce compris les instructions résultant de l'article 2 des présentes. Le Sous-traitant ne peut transmettre de Données à des tiers qu'avec le consentement préalable et écrit du Responsable de Traitement.

4. Transfert des Données hors de l'Espace Economique Européen

Dans le cadre du traitement des Données pour le compte de l'AFD, le Sous-traitant s'engage à ne réaliser aucun transfert desdites Données hors de l'Espace Economique Européen, au sens de la réglementation applicable, sauf à recueillir le consentement préalable exprès du Responsable de traitement.

Par exception à ce qui précède, si le Sous-traitant est tenu de procéder à un transfert des Données vers un pays tiers à l'Espace Economique Européen ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer le Responsable du traitement de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

5. Obligations du Sous-traitant vis-à-vis du Responsable de traitement

Le Sous-traitant s'engage à :

- traiter les Données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/font l'objet de la sous-traitance et conformément aux instructions documentées du Responsable de traitement ;

Si le Sous-traitant considère qu'une instruction constitue une violation du Règlement ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement le Responsable de traitement ;

- garantir la confidentialité des Données traitées dans le cadre du présent contrat ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les Données à caractère personnel en vertu du présent contrat :
 - s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité ;
 - reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel.
- prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.
- Apporter au responsable de traitement toute information et appui utiles pour la réalisation, le cas échéant :
 - d'analyse d'impact relative à la protection des données ;
 - de consultation préalable auprès de l'autorité de contrôle compétente ;

6. Recours à des tiers prestataires par le Sous-traitant

[Choisir entre option A ou option B]

Option A (autorisation spécifique)

Le Sous-traitant ne peut sous-traiter tout ou partie des prestations de traitement des Données auprès de tiers (ci-après « Sous-traitant ultérieur ») qu'après avoir obtenu l'autorisation écrite, préalable et spécifique du Responsable de Traitement.

Si le Responsable de Traitement accepte la sous-traitance proposée, il appartient au Sous-traitant initial de s'assurer que le Sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Le Sous-traitant s'engage par ailleurs à conclure avec le Sous-traitant ultérieur un contrat comportant les mêmes obligations quant à la protection des Données que celles convenues aux présentes entre le Responsable de Traitement et le Sous-traitant.

Lorsque le Sous-traitant a recours à un sous-traitant ultérieur, le Responsable de Traitement dispose d'un droit d'audit et de contrôle de ce dernier, conformément aux termes de la présente Convention.

Le Sous-traitant justifiera, à première demande du Responsable de traitement, des engagements contractuels de tout Sous-traitant ultérieur participant au traitement des Données, si nécessaire en communiquant une copie des documents contractuels s'y rapportant.

Option B (autorisation générale)

Le Sous-traitant peut faire appel à un tiers (ci-après, «Sous-traitant ultérieur») pour mener des activités de

traitement spécifiques des Données pour la fourniture des prestations définies dans le cadre du Contrat Principal. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit le Responsable de traitement de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement de Sous-traitants ultérieurs. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du Sous-traitant ultérieur et les dates de durée de la sous-traitance.

Cette information sera considérée comme valablement effectuée dès lors qu'elle aura été notamment réalisée auprès du DPO de l'AFD à l'adresse mail suivante :

informatique.libertes@afd.fr

Le Responsable de traitement dispose d'un délai minium de 15 jours ouvrés à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si le Responsable de traitement n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Si le Responsable de Traitement accepte la sous-traitance proposée, il appartient au Sous-traitant initial de s'assurer que le Sous-traitant ultérieur présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen sur la protection des données. Le Sous-traitant s'engage par ailleurs à conclure avec le Sous-traitant ultérieur un contrat comportant les mêmes obligations quant à la protection des Données que celles convenues aux présentes entre le Responsable de Traitement et le Sous-traitant.

Lorsque le Sous-traitant a recours à un sous-traitant ultérieur, le Responsable de Traitement dispose d'un droit d'audit et de contrôle de ce dernier, conformément aux termes de la présente Convention.

Le Sous-traitant justifiera, à première demande du Responsable de traitement, des engagements contractuels de tout Sous-traitant ultérieur participant au traitement des Données, si nécessaire en communiquant une copie des documents contractuels s'y rapportant.

7. Durée du contrat

Le présent contrat entre en vigueur à compter de sa signature et restera en vigueur pendant toute la durée de validité du Contrat Principal.

8. Droits des personnes

Dans la mesure où le Sous-traitant serait amené à collecter directement tout ou partie des Données auprès des personnes dites concernées, au sens de la réglementation applicable, celui-ci s'engage à fournir auxdites personnes, au moment de cette collecte, une information conforme dans sa formulation, son format et son support, aux instructions écrites du Responsable de traitement.

Toute demande exercée par une personne concernée auprès du Sous-traitant sera immédiatement transmise au Délégué à la protection des données du Responsable de Traitement, à l'adresse suivante :

informatique.libertes@afd.fr

Le Sous-traitant s'engage à apporter à Responsable de Traitement toute assistance utile pour lui permettre de traiter et, le cas échéant faire droit, dans les délais légaux, à ces demandes.

9. Mesures techniques et organisationnelles (MTO)

Il incombe au Responsable de traitement de s'assurer que le Sous-traitant présente des garanties suffisantes

quant à la mise en œuvre, par le Sous-traitant, de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du Règlement et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Par conséquent, le Sous-traitant a détaillé par écrit au Responsable de traitement l'ensemble des mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre pour garantir la confidentialité et la sécurité des Données. Ces mesures sont détaillées dans l'annexe « MTO » de la présente Convention. Le Sous-traitant s'engage à maintenir ces mesures pour toute la durée du Contrat Principal.

Les mesures techniques et organisationnelles dépendant des progrès et du développement de la technique, le Sous-traitant pourra être amené à prendre des mesures alternatives adéquates dans le cadre de la présente Convention. Celles-ci ne requièrent pas l'accord écrit préalable du responsable de traitement que dans la mesure où elles garantissent un niveau de sécurité au moins équivalent aux mesures décrites dans l'annexe 1 « MTO ».

Ces modifications devront néanmoins faire l'objet d'une notification au Responsable de traitement dans les plus brefs délais.

10. Notification des violations de données par le Sous-traitant

Pour rappel, une «violation de données à caractère personnel» est une violation de la sécurité entraînant, de manière accidentelle ou illicite, la destruction, la perte, l'altération, la divulgation non autorisée de données à caractère personnel transmises, conservées ou traitées d'une autre manière, ou l'accès non autorisé à de telles données.

Le sous-traitant notifie au responsable de traitement toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de deux jours ouvrés après en avoir pris connaissance. Cette notification ne pourra être valablement effectuée que dans la mesure où elle sera réalisée par courriel à l'adresse suivante :

#DPO_notification@afd.fr

Cette notification doit être accompagnée de toute documentation utile afin de permettre au Responsable de traitement, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

Cette documentation comprendra les éléments suivants :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées ainsi que le volume de données compromises ;
- tous éléments nécessaires au Responsable de traitement (ou personne désignée par celui-ci) pour évaluer les risques et impacts de cette Violation des Données et lui permettant de prendre toutes décisions et mesures utiles quant à sa gestion et suites à donner ;
- la description des mesures prises ou que le Sous-traitant propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Le Sous-traitant doit informer le Responsable de Traitement dans tous les cas où le Sous-traitant ou des personnes que celui-ci a employées contreviennent aux dispositions relatives à la protection des Données ou aux instructions du Responsable de Traitement.

Le Sous-traitant s'engage à informer sans délai, dès qu'il en a connaissance, le Responsable de traitement de toute faille de sécurité affectant la confidentialité, l'intégrité ou la sécurité des Données, intervenue de manière volontaire ou accidentelle, notamment toute atteinte, perte, vol, accès non autorisé, divulgation,

destruction, altération des Données (ci-après « Violation des Données »).

La notification des Violations des Données au Responsable de traitement par le Sous-traitant et leur gestion font partie intégrante des prestations issues de l'exécution du Contrat Principal et ne donnera pas lieu à facturation complémentaire.

Dans l'hypothèse où le Responsable de traitement et le Sous-traitant seraient tous deux soumis à une obligation de notification à une autorité de contrôle (notamment auprès de la CNIL concernant les violations de données personnelles), une coordination sera assurée entre les Parties par le Responsable de traitement quant à la cohérence du contenu et aux délais des différentes notifications.

Dans l'hypothèse où une information des personnes concernées s'avèrerait nécessaire, cette communication s'effectuera selon un calendrier et un contenu déterminé par le Responsable de traitement (et le cas échéant en concertation avec l'autorité de contrôle compétente).

En accord avec le Responsable de Traitement, le Sous-traitant doit prendre les mesures appropriées pour prévenir toute nouvelle violation des Données.

11. Pouvoirs de contrôle du Responsable de Traitement

Le Responsable de Traitement est autorisé à effectuer des visites de contrôle sur le lieu d'activité du Sous-traitant avant le début du traitement puis par intervalles réguliers afin de vérifier que les mesures techniques et organisationnelles mises en œuvre par le Sous-traitant, telles que déclarées dans l'Annexe 1 « MTO » sont effectivement mises en œuvre.

Le Responsable de traitement se réserve la possibilité de réaliser ces missions de contrôle lui-même ou de mandater un expert à cette fin, à sa charge.

Il est convenu que les visites de contrôle s'effectueront comme suit :

Le Responsable de traitement pourra diligenter une fois par an une mission de contrôle sur place, dans les locaux du Sous-traitant. Outre cette mission de contrôle annuelle, le Responsable de traitement pourra diligenter toute mission de contrôle ad hoc en cas de violation de données chez le Sous-traitant affectant l'intégrité, la confidentialité ou la sécurité des Données.

Le Responsable de Traitement doit respecter les processus opérationnels du Sous-traitant et, dans la mesure du possible, prévenir 48 heures avant toute visite en précisant le périmètre du contrôle.

Le Sous-traitant s'engage à faire son maximum pour assister la personne mandatée par le Responsable de Traitement lors des contrôles et à lui donner l'accès aux locaux ainsi qu'aux équipements pertinents.

Le Sous-traitant s'engage à fournir sur demande au Responsable de Traitement les informations requises aux fins de permettre un contrôle effectif du Responsable de Traitement des modalités de traitement des Données et à rendre disponible la documentation s'y rapportant.

11. Sort des Données et documentation utile

Au terme de la durée de Convention, le Sous-traitant doit, au choix du Responsable de traitement :

- Restituer à l'AFD toutes les Données, collectées et produites dans le cadre de la fourniture des prestations, conformément aux instructions du Responsable de Traitement. Cette restitution doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du Sous-traitant.

OU

- Supprimer définitivement toutes les Données.

La suppression sera consignée dans un procès-verbal avec indication de la date. Une copie de ce procès-verbal sera transmise au Responsable de Traitement.

La documentation constituée aux fins de prouver la conformité du traitement des Données avec les instructions du Responsable de traitement et les obligations résultant des présentes, doit :

- soit être conservée au-delà du terme de la présente Convention, en respectant les durées de prescription légales
- soit être remise au Responsable de Traitement à la fin du Contrat Principal.

12. Délégué à la protection des données et registre des activités de traitement

Dans la mesure où le Sous-traitant aurait désigné un Délégué à la protection des données, il s'engage à en communiquer le nom et les coordonnées au Responsable de traitement.

Par ailleurs, le Sous-traitant déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte du Responsable de traitement, comprenant l'ensemble des informations requises en application de l'article 30 (2) du Règlement.

13. Dispositions finales

Toute modification de la présente Convention doit faire l'objet d'un avenant signé par les représentants habilités des Parties. Aucun accord verbal ne sera pris en considération.

Si une quelconque stipulation de la présente Convention venait à être considérée comme invalide en totalité ou en partie, la validité et le caractère exécutoire des autres stipulations ne seront en aucune manière affectés ou altérés. Dans une telle éventualité, les Parties se rencontreront pour convenir du remplacement stipulation concernée par une stipulation valide respectant au mieux l'esprit et l'économie générale du contrat, ainsi que la volonté des Parties.

L'Annexe 1 MTO (Mesures Techniques et organisationnelles) et l'Annexe 2 font partie intégrante de la Convention et, par conséquent, du Contrat Principal.

En cas de contradictions entre la présente Convention et le Contrat Principal, les dispositions de la présente Convention prévaudront.

Fait le [Insérer date], en deux exemplaires originaux, dont un pour chaque Partie.

Pour [NOM DU PRESTATAIRE] Pour AFD

ANNEXE MTO A LA CONVENTION DE SOUS-TRAITANCE DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le Prestataire s'engage à prendre toutes précautions utiles pour préserver la sécurité et la confidentialité des Données, et notamment empêcher qu'elles soient déformées, endommagées, ou que des tiers non autorisés y aient accès. Le Prestataire s'engage à mettre en place :

(i) des mesures de sécurité physique visant à empêcher l'accès aux locaux aux personnes non autorisées (contrôles d'identité, gestion des habilitations permettant de limiter l'accès aux locaux aux seules personnes

ayant besoin d'y accéder dans le cadre de leurs fonctions et de leur périmètre d'activité) ;

(ii) des mesures de sécurité logique visant à protéger les informations hébergées et traitées (architectures de filtrage et de protection réseau, renforcement de la protection des serveurs et postes de travail, authentification des collaborateurs pour leur conférer des profils d'utilisation conformes au principe de moindre privilège et respectant le besoin d'en connaître, mesures renforcées pour l'accès aux fonctions de gestion des données et d'administration du système d'information) ;

(iii) des protocoles de gestion des habilitations associés à des dispositifs permettant de tracer l'ensemble des actions réalisées sur le système d'information dans le cadre d'opérations de support et de maintenance ;

(iv) un contrôle continu des journaux des systèmes et des applications et de leur fonctionnement associé à des procédures permettant la détection et le rapport des incidents impactant les Données.